

INSPECTEURS DES IMPÔTS SANS FRONTIÈRES

Bulletin d'information – Vol. 3, juillet 2019

© OCDE/PNUD 2019

Point sur les activités menées par l'Initiative IISF

Par Ben Dickinson, Chef de la Division des relations internationales et du développement, OCDE, et Marcos Neto, Directeur du Centre du secteur financier, PNUD

En tant que représentants de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), les organisations fondatrices partenaires de l'Initiative IISF, nous avons le plaisir de vous informer des réalisations récentes de l'Initiative.

Au fur et à mesure de votre lecture, vous découvrirez que le déploiement de l'Initiative se poursuit, comme en témoignent la multiplication des détachements d'experts, l'intensification des activités Sud-Sud et l'accroissement des recettes fiscales supplémentaires perçues, et qu'il a même nettement pris de l'ampleur puisqu'on dénombre aujourd'hui pas moins de 67 programmes en cours d'exécution, conduits dans 36 pays de toutes les régions du globe et 26 autres programmes à l'état de projets. Les administrations fiscales bénéficiant d'un soutien au titre de l'Initiative IISF font état de nombreux résultats positifs, dont un surcroît de recettes fiscales se chiffrant à ce jour à plus de 480 millions USD.

Au moment d'engager une réflexion sur les progrès accomplis depuis la Conférence d'Addis-Abeba en 2015, au cours de laquelle l'OCDE et le PNUD ont décidé d'unir leurs efforts et de commencer à donner corps à l'Initiative IISF, il est intéressant de rappeler en quoi les conditions dans lesquelles les deux organisations doivent travailler ont changé.

Pour l'OCDE, il était impossible d'anticiper le développement futur de l'Initiative IISF, laquelle fait écho aux évolutions de plus large portée de la coopération internationale dans le domaine fiscal dont l'une des concrétisations est le Projet sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS), qui mobilise 131 pays œuvrant de concert pour faire face aux défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie. Au fur et à mesure du déroulement des travaux relevant du Projet BEPS, le rôle de l'Initiative IISF est devenu primordial pour apporter des solutions concrètes aux problèmes associés à des problématiques de BEPS couramment rencontrés dans le monde en développement à l'occasion de vérifications fiscales internationales. Les fonctionnaires des services fiscaux participant à l'Initiative IISF se félicitent souvent de la contribution déterminante que celle-ci a apporté au renforcement de leur confiance dans leur aptitude à appréhender les pratiques de BEPS dans toute leur complexité, en particulier lorsque le résultat tangible de leurs efforts est une hausse sensible des recettes fiscales.

Pour le PNUD, dont le réseau se compose de plus de 170 bureaux de pays répartis dans le monde entier, il est désormais certain que l'Initiative IISF fait partie intégrante de l'offre de soutien proposée aux pays pour les aider à financer leurs priorités



Le Secrétariat de l'Initiative IISF s'est réuni à Paris le 21 mai 2019 pour prendre acte des progrès accomplis à ce jour grâce à l'Initiative IISF, réfléchir aux principaux défis à relever et élaborer un plan d'action pour l'avenir.

sur la voie de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Parce que le PNUD entend rationaliser et étoffer son offre de financement au sens large à l'appui des ODD, les enseignements tirés des succès à mettre à l'actif de l'Initiative IISF sont pour lui essentiels pour intensifier le soutien procuré aux pays ainsi que la fourniture d'une assistance technique embrassant un large éventail de fonctions administratives tout en consolidant le partenariat avec l'OCDE.

Dans les mois à venir, nous dresserons le bilan des travaux menés conjointement par les deux organisations dans le cadre de l'Initiative IISF. Nous examinerons attentivement les résultats obtenus et les prolongements envisageables. Nous évaluerons comment la formule sur laquelle repose l'Initiative IISF pourrait évoluer afin de couvrir d'autres domaines de la fiscalité. Notre rapport annuel pour 2018/19 comportera davantage de détails sur ces différents points.

IISF en quelques chiffres...

8 Programmes Sud-Sud

16 Administrations Partenaires

36 Administrations d'Accueil

46 Experts IISF déployés

480 millions de recettes fiscales supplémentaires

Réflexions



Par John Christensen, *membre du Comité directeur IISF, Directeur et Président du Comité directeur du Réseau pour la justice fiscale (RJF)*

IISF: Vous êtes l'un des instigateurs de l'idée qui a donné naissance à l'Initiative IISF. Que pensez-vous de l'évolution de l'Initiative depuis son lancement ?

John Christensen: L'Initiative Inspecteurs des Impôts sans Frontières trouve son origine dans une série de discussions qui se sont tenues entre 2009 et 2011. Des fonctionnaires d'administrations fiscales de pays d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne ont pris part à certaines de ces discussions et c'est alors que j'ai pris conscience de l'urgente nécessité d'apporter à ces pays un soutien technique pour la conduite de vérifications fiscales et d'investigations sur des structures fiscales complexes créées à l'étranger.

Aux débuts du mouvement pour la justice fiscale, certains pensaient que l'idée de promouvoir une organisation donnant la priorité au renforcement des capacités était accessoire par rapport à la principale mission du RJF, à savoir la défense d'un changement systémique. Je trouve pour ma part ces deux axes complémentaires et totalement cohérents avec notre objectif plus vaste qui est de collaborer avec les administrations des pays bénéficiaires d'aide afin d'accroître leurs rentrées fiscales et de réduire leur dépendance à l'égard de la dette extérieure et des apports d'aide.

L'idée que nous avons au départ était celle d'un programme associant administrations nationales et organisations internationales, en réservant un rôle à la société civile mais, contrairement à l'organisation Médecins sans Frontières dont nous nous inspirons, nous avons besoin de nous appuyer sur une mobilisation des administrations fiscales au plus haut niveau. Concrètement, la collaboration entre l'OCDE et le PNUD s'est révélée être une belle réussite, imputable en bonne partie à l'enthousiasme et aux talents personnels des membres de l'équipe initiale, qui se sont donnés sans compter pour faire de ce beau projet une réalité.

À bien des égards, nous en sommes encore à la phase initiale de l'Initiative IISF, mais celle-ci a déjà démontré la pertinence de l'idée qui la sous-tend et produit des résultats tangibles. Cela fait désormais quatre ans qu'elle a débuté et elle est d'ores et déjà reconnue comme un succès au sens où elle peut permettre de recouvrer des centaines de millions de dollars de recettes fiscales supplémentaires utilisables pour financer l'instauration d'un développement durable. Tout aussi important, elle concourt à faire évoluer les mentalités face à l'impôt, des principaux acteurs du monde de l'entreprise. Selon les dernières estimations, pour chaque dollar dépensé au titre de l'Initiative IISF, les pays en développement perçoivent un surcroît de recettes fiscales de plus de 100 dollars, ce qui représente un résultat étonnant à tous égards, assurant un taux de rendement presque inédit dans le domaine du développement.

Je suis immensément fier et honoré d'avoir joué un rôle dans ce parcours remarquable et sincèrement empli d'enthousiasme devant les perspectives qui s'offrent pour les années à venir. L'Initiative IISF promet des changements transformationnels dont les bénéfices seront tangibles pour les citoyens d'un grand nombre de pays en développement.

IFSF: Vous avez été un acteur important, au niveau international de la défense du rôle de la société civile dans le dialogue de plus vaste portée sur la fiscalité internationale. Qu'est-ce qui justifie votre passion pour ce sujet et comment pensez-vous que l'Initiative IISF peut servir et influencer le débat ? Dans quels domaines pensez-vous que des progrès ont été accomplis et dans quels domaines pensez-vous qu'il reste des défis à relever ?

JC: Mon intérêt pour la fiscalité internationale date de la fin des années 70, époque à laquelle j'ai pris part à une série de discussions avec des membres de la société civile sur la lutte contre la pauvreté et l'élaboration de stratégies de sortie de l'aide. Je me suis très tôt converti à l'idée que le meilleur moyen de se passer de l'aide était l'impôt. Plus je me plongeais dans les subtilités de la lutte contre les flux financiers illicites et les transferts de bénéfices agressifs, plus il m'apparaissait clairement que le changement systémique au niveau international devrait être couplé à un renforcement des capacités au niveau national.

Les changements systémiques sont bien engagés sur le plan international, notamment grâce à l'adoption de la déclaration pays par pays et au resserrement de la coopération en matière d'échange de renseignements entre administrations fiscales. Le lancement de l'Initiative IISF représente la mise en place du second membre de l'équation, à savoir la mise en œuvre de mesures d'une importance déterminante en matière de transfert de connaissances et de renforcement des capacités dans le but d'aider les pays en développement à compter davantage sur leurs ressources intérieures tirées des impôts.

Les règles de fiscalité internationale ont énormément évolué ces dernières années et devraient changer radicalement au cours de la prochaine décennie. Des changements qui semblaient inconcevables il y a seulement trois ans sont désormais à l'ordre du jour des discussions car les pouvoirs publics réagissent face aux défis de l'ère numérique. Je peux envisager un scénario dans lequel des programmes de soutien seront mis en œuvre pour permettre aux autorités judiciaires d'accroître leur capacité de traiter des dossiers fiscaux complexes. Ce point avait été abordé par les fonctionnaires des administrations fiscales avec lesquels j'avais eu des échanges il y a dix ans et je pense que c'est là aussi un domaine dans lequel le modèle IISF peut apporter une contribution importante.

IFSF: Comment imaginez-vous l'avenir d'une Initiative IISF promise au succès ?

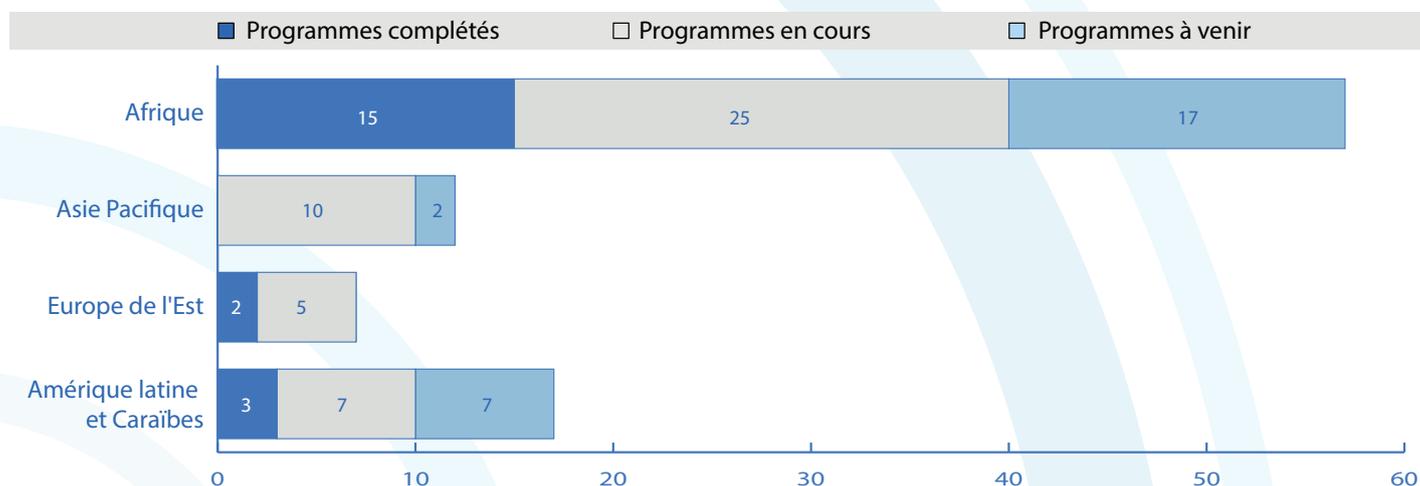
JC: Je suis ardemment convaincu que la voie de la coopération Sud-Sud doit être encore davantage privilégiée. Nous avons déjà lancé ou mené à terme onze programmes relevant de cette forme de coopération et il est clairement possible d'en élargir le champ dans un avenir proche. J'espère vraiment que les craintes suscitées, et pas seulement au sein de la société civile, par l'éventualité de conflits d'intérêts avec les pays partenaires s'en trouveront apaisées. Fort heureusement, de nombreux fonctionnaires d'administrations fiscales de pays du Sud possèdent une solide expérience des vérifications fiscales complexes concernant des entreprises multinationales et sont tout à fait à même de transmettre leurs connaissances et de partager leur expérience.

J'aimerais aussi que les pays en développement soient plus nombreux à être à l'initiative de vérifications fiscales et que celles-ci portent sur un éventail plus large de secteurs d'activité.

Parce que les règles de fiscalité internationale évoluent en fonction des besoins d'un monde qui change, l'Initiative IISF va elle aussi devoir évoluer pour répondre à des demandes nouvelles de la part des pays en développement. Notre aptitude à satisfaire leurs besoins sera pour beaucoup dans la concrétisation des promesses des ODD.

Répartition régionale des programmes IISF

L'Initiative IISF tend à assurer un équilibre régional dans la répartition du soutien qu'elle dispense via les programmes qu'elle exécute dans le monde. Le graphique ci-après fait apparaître le nombre et l'état d'avancement des programmes IISF par région



Élargir le champ de la coopération Sud-Sud

Par James Karanja, *Chef du Secrétariat IISF*

Au fur et à mesure que l'Initiative Inspecteurs des impôts sans frontières prend de l'ampleur, une tendance importante au développement de la coopération Sud-Sud se dessine, amorcée par le lancement, en novembre 2017, du premier programme de ce type mis en œuvre au Botswana avec le soutien du Kenya. L'Initiative IISF assure actuellement la gestion de huit programmes de coopération Sud-Sud en Afrique et en Amérique latine et trois de ces programmes ont déjà été menés à leur terme. Il s'agit de programmes s'articulant principalement autour du détachement de fonctionnaires d'administrations fiscales nationales en activité dans le cadre d'une coopération bilatérale facilitée par le Secrétariat de l'Initiative IISF.

De nouveaux programmes ont été lancés récemment, notamment un programme au Cameroun avec l'assistance du Maroc, en Eswatini et en Ouganda avec le soutien de l'Inde, au Ghana, en Zambie et au Zimbabwe, avec le soutien de l'Afrique du Sud, essentiellement dans les secteurs minier, gazier et pétrolier, et un programme en Colombie avec le soutien du Mexique. D'autres programmes Sud-Sud sont actuellement en cours d'exécution au Libéria, où l'assistance est fournie par le Nigeria, et en Ouganda, où c'est un expert sud-africain inscrit sur le Vivier géré par le PNUD qui a été diligenté. D'autres programmes Sud-Sud devraient être lancés en 2019 avec la participation du Kenya et de l'Inde.

L'Initiative IISF continue de recevoir un soutien actif de la part d'un nombre croissant d'administrations de pays partenaires dont l'Afrique du Sud, l'Allemagne, la Belgique, le Canada, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, l'Inde, l'Italie, le Kenya, le Maroc, le Mexique, le Nigeria, les Pays-Bas, la République slovaque et le Royaume-Uni. L'OCDE et le PNUD se sont engagés à assurer le soutien d'autres administrations partenaires, en particulier de pays du Sud.

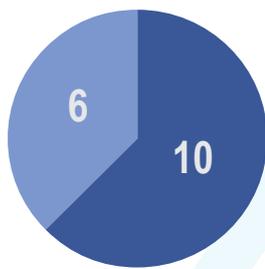
La coopération Sud-Sud ne se substitue pas à la coopération Nord-Sud mais vient la compléter. La deuxième Conférence de haut niveau des Nations unies sur la coopération Sud-Sud qui s'est tenue à Buenos Aires (Argentine) du 20 au 22 mars 2019 a mis en évidence le fait que « la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire permettent aux pays en développement de parvenir à un développement durable par le moyen de partenariats et notamment de promouvoir l'unité et la coopération qui favorisent

Objectif IISF = 100 déploiements



déploiements à ce jour

■ Partenaires Globaux du Sud ■ Partenaires Globaux du Nord



*Ce diagramme circulaire montre la répartition entre les partenariats Sud-Sud et les partenariats Nord-Sud

l'instauration d'un ordre économique international juste et équitable » (<https://undocs.org/fr/A/73/L.80>).

Dans le cadre d'une dynamique d'élargissement du rayonnement de la coopération Sud-Sud, on a assisté à une convergence entre les efforts déployés au titre de l'Initiative IISF et ceux d'un large éventail d'organisations régionales et internationales, au nombre desquelles le Forum africain sur l'administration fiscale (ATAF), le Centre interaméricain des administrations fiscales (CIAT), le CREDAF (Cercle de Réflexion et d'Echange des Dirigeants des Administrations Fiscales) et le Forum sur l'administration fiscale (FTA), qui militent toutes activement en faveur d'une participation plus intense de leurs membres aux échanges d'experts. L'heure est

à présent à l'exploration des possibilités qui s'offrent d'associer un plus grand nombre de partenaires de pays du Sud à des projets relevant de la coopération triangulaire et d'ouvrir de nouvelles perspectives de mentorat. La coopération triangulaire consiste à faire appel à des experts de pays en développement qui sont appelés à faire équipe avec des experts de pays développés pour dispenser conjointement une assistance technique à un pays tiers. L'administration sud-africaine (South Africa Revenue Service - SARS) reconnaît que la participation à des programmes de coopération Sud-Sud est un moyen de conforter l'engagement de l'Afrique du Sud à promouvoir la coopération internationale, à encourager une vision partagée de problèmes communs aux pays d'Afrique et à intensifier le développement des compétences sur des questions de fiscalité internationale.



Soutien apporté par le Bureau de pays du PNUD aux Maldives à la mise en place d'un Programme IISF

Par Radha Kulkarni, Conseiller projet IISF, PNUD

Le programme IISF aux Maldives a été lancé en août 2018, avec le soutien du Bureau du PNUD sur place, afin de permettre au pays de mobiliser davantage de ressources intérieures. Il est axé sur un renforcement des capacités de l'administration fiscale en matière de vérification destiné à lui donner les moyens de soumettre de manière plus effective des entreprises multinationales à des contrôles portant sur les prix de transfert, la sous-capitalisation et l'application des conventions fiscales.

Les Maldives sont un exemple caractéristique de ce que l'on appelle le paradoxe insulaire qui s'accompagne de défis pluridimensionnels en termes de développement. Certes, le pays a réalisé des avancées notables sur le plan du développement. Le revenu national brut (RNB) a augmenté de plus de 200% entre 1990 et 2015 et les indicateurs du développement humain ont progressé, comme en atteste le gain d'espérance de vie à la naissance de 15.6 ans observé sur la période. Les Maldives sont entrées en 2011 dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Néanmoins, les fondamentaux macroéconomiques témoignent des difficultés auxquelles elles restent confrontées : un déficit fiscal et un niveau d'endettement public élevés, une base fiscale et économique étroite et des systèmes de gestion des finances publiques défaillants, sans compter les inégalités entre les sexes. Fortement exposées au changement climatique, les Maldives doivent supporter des coûts d'adaptation au changement climatique, rapportés au PIB, parmi les plus élevés au monde. Dans ce contexte, l'accroissement des ressources intérieures est donc un objectif important pour le pays.

« Les ressources intérieures représentent, pour un petit État insulaire en développement comme les Maldives, une source de financement essentielle pour la réalisation des Objectifs de développement durable. L'assistance dispensée au titre de l'Initiative IISF arrive à point nommé eu égard à l'effort engagé par le gouvernement pour mobiliser un surcroît de ressources à l'appui de l'exécution de ses plans pour le pays. L'Initiative IISF demeure une offre stratégique s'inscrivant dans le cadre des activités des Nations unies en faveur du financement du développement durable. »

Nasheeth Thoha, (ancien) Représentant résident adjoint, Bureau de pays du PNUD aux Maldives

Le Bureau local du PNUD aux Maldives a accompagné la mise en place du programme IISF en contribuant à la sensibilisation des principaux décideurs au niveau national. Ses équipes ont œuvré pour que le projet bénéficie de l'adhésion de la classe politique et se sont également mobilisées pour que l'expert IISF ait une vue d'ensemble de la situation globale du pays au regard du développement. Le Bureau du PNUD a également fait en sorte d'inscrire le programme IISF dans le contexte des plans du gouvernement pour le développement national et de replacer les travaux conduits au titre de l'Initiative IISF dans le cadre plus vaste du programme d'assistance au développement mis en œuvre par les Nations unies dans le pays. Il se trouve que l'un des principaux domaines dans lesquels les Nations unies dispensent d'une assistance aux Maldives est la gouvernance, recouvrant notamment la mise en place d'institutions plus solides, plus transparentes et plus efficaces et l'amélioration de l'accès au financement. L'Initiative IISF donne un prolongement à cette assistance en renforçant des moyens organisationnels dont disposent les administrations fiscales et à la mobilisation de financements au service du développement durable. Le PNUD prête aussi son assistance dans le domaine de la budgétisation fondée sur les ODD.

Le Bureau local du PNUD aux Maldives a également mis l'expert IISF en relation avec les principales parties prenantes et instances décisionnaires à l'échelon national et facilité la coordination entre les divers donneurs présents sur place afin de créer davantage de synergies entre les actions des uns et des autres dans le secteur de la gestion des finances publiques. C'est ainsi que des réunions ont été organisées par le Bureau local du PNUD avec les équipes sur place chargées des questions fiscales de la Banque asiatique de développement et de la Banque mondiale afin d'aider l'expert IISF à mieux appréhender toute la gamme des activités d'assistance dont bénéficient les Maldives, de façon à pouvoir y intégrer à sa juste place l'aide dispensée au titre de l'Initiative IISF et à formuler en conséquence des recommandations pour l'avenir. Enfin, le Bureau local du PNUD a proposé d'assurer la liaison avec les autorités gouvernementales aux fins du suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'expert, notamment en encourageant le dialogue sur les politiques à suivre dans le domaine fiscal et en appuyant la conduite de réformes fiscales de plus vaste portée dans le pays.



L'initiative IISF dans la presse

- » Cabinet approves signing of ToR to provide tax assistance to Eswatini ([The Times of India](#), 10 janvier 2019)
- » Countries are seeking help to deal with corporate tax avoidance ([The Economist](#), 21 février 2019)
- » Tax Inspectors Without Borders – a Tax Justice Network idea bears fruit ([Tax Justice Network](#), 27 février 2019)
- » New SARS boss to call in Tax Inspectors Without Borders? ([Mail & Guardian](#), 08 mars 2019)
- » Does the World Need Tax Inspectors Without Borders? ([TaxNotes](#), 22 mars 2019)
- » Tax pirates and tax fairness: action-packed drama now showing ([The Canberra Times](#), 04 mai 2019)
- » Armenia, Italy to cooperate to improve control in criminal investigation ([Public Radio of Armenia](#), 21 mai 2019)

Extrait de la déclaration des coprésidents du Comité directeur IISF

12 avril 2019, Washington D.C.



La troisième réunion du Comité directeur de l'Initiative conjointe OCDE-PNUD Inspecteurs des impôts sans frontières (IISF) s'est tenue à Washington D.C. le 12 avril 2019.

Le Comité directeur a approuvé la prolongation, pour une durée de trois ans, du mandat confié aux membres le composant actuellement. De plus, la création de quatre nouveaux sièges de membres du Comité, à pourvoir au plus tard en 2019 en prenant dûment en considération la parité hommes-femmes et l'équité de la représentation géographique, en particulier à l'égard des pays en développement, a été proposée.

Le Secrétariat de l'Initiative IISF a rendu compte des progrès réalisés depuis la dernière réunion du Comité directeur en 2017. L'importance croissante de la fiscalité dans le cadre de l'effort de mobilisation des ressources intérieures requis pour financer la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) a été soulignée.

Les déploiements d'experts au titre de l'Initiative IISF se sont multipliés. L'Initiative IISF continue de bénéficier d'une participation active, et même de plus en plus intense, des administrations partenaires, puisque de nombreux pays ont accepté le détachement d'agents en poste au sein de leurs administrations fiscales respectives. Le Vivier de la vérification fiscale géré par le PNUD, qui compte 52 experts, dont 13 issus de pays du Sud, constitue également une ressource pour l'Initiative. Le renforcement de la collaboration et des partenariats entre l'Initiative IISF et des organisations régionales et internationales se poursuit par ailleurs.

Le succès de l'Initiative IISF a été possible grâce aux donateurs qui continuent d'investir activement dans son financement, à l'instar de la Finlande dont la généreuse contribution affectée à l'initiative transite par le PNUD. Les progrès accomplis peuvent en outre être attribués en partie au Forum de l'OCDE sur l'administration fiscale qui soutient l'Initiative à travers la mise à disposition d'experts, un apport en nature essentiel pour l'Initiative. Fort de son expertise dans le domaine du développement durable et de sa présence sur le terrain dans toutes les régions du globe, le PNUD a assuré à l'Initiative un appui et un accompagnement indispensables. Le rôle positif joué par la société civile, qui cherche en permanence à faire connaître l'Initiative, en particulier dans les pays à faible revenu, est également primordial.

L'OCDE et le PNUD redoubleront les efforts visant à mobiliser du soutien supplémentaire auprès d'autres administrations partenaires, en particulier auprès de partenaires intervenant au titre de la coopération Sud-Sud ; et la Plateforme de partage des connaissances (Knowledge Sharing Platform for Tax Administrations) créée par le Canada sera un atout à cet égard.

Au fur et à mesure du déploiement de l'Initiative, une attention croissante sera portée à la mesure de l'impact et des résultats des programmes IISF de façon à perfectionner la formule actuelle. Une évaluation plus complète de la demande future en matière de vérification d'entreprises multinationales sera réalisée. De surcroît, l'accent sera davantage placé sur un renforcement encore plus durable des capacités propres des pays dans le domaine de la fiscalité et la priorité davantage donnée au recueil et à la synthèse des enseignements de l'expérience acquise. Une conférence internationale pourra être organisée dans un futur proche pour favoriser la mise en commun des pratiques exemplaires.

Encouragés par les succès obtenus grâce au modèle actuel, nous nous félicitons de l'extension des travaux menés dans le cadre de l'Initiative IISF à de nouveaux domaines, notamment aux enquêtes dans des affaires de délinquance fiscale, à l'échange de renseignements à des fins fiscales et aux négociations relatives à des conventions fiscales.

Coprésidents:

M. Ángel Gurría (Secrétaire général, OCDE)

M. Achim Steiner (Administrateur, PNUD)

Lectures recommandées

» [2019 Progress Report on Tax Certainty, IMF/OECD Report for the G20 Finance Ministers and Central Bank Governors](#)

» [Boîte à outils pour faire face aux difficultés liées au manque de comparables dans les analyses de prix de transfert](#)

» [Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement - Rapport 2019](#)

» [Handbook on Selected Issues in Protecting the Tax Base of Developing Countries](#)

» [Le manuel de sensibilisation au blanchiment de capitaux à l'intention des vérificateurs fiscaux](#)

» [Practical Manual on Transfer Pricing for Developing Countries](#)

» [Principes de l'OCDE applicables en matière de prix de transfert à l'intention des entreprises multinationales et des administrations fiscales 2017](#)

» [Programme of Work to Develop a Consensus Solution to the Tax Challenges Arising from the Digitalisation of the Economy](#)

» [What drives tax morale?](#)

Annonces



Manifestation organisée sous l'égide d'IISF en marge de la CIEA – Mobilisation des recettes fiscales et engagement du secteur privé, janvier 2019

Cette manifestation parallèle a donné la possibilité d'en apprendre davantage sur les défis complexes auxquels se heurtent un grand nombre de pays d'Afrique engagés dans la mobilisation de leurs ressources intérieures. Conformément aux ambitions que porte le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les pays africains doivent mobiliser davantage de ressources pour assurer la transformation structurelle de leurs économies. L'ensemble des parties prenantes, y compris les États, les partenaires au développement, les institutions financières multilatérales et le secteur privé, pour ne citer que celles-là, ont toutes un rôle à jouer. Pendant cette manifestation, un groupe d'experts a examiné les expériences concluantes dans ce domaine ainsi que les voies suivies pour obtenir des résultats et les moyens par lesquels les pouvoirs publics pourraient effectivement faire réagir le secteur privé pour que les entreprises deviennent des « citoyens responsables » en Afrique.



Table ronde d'experts IISF et Atelier de consultation des parties prenantes, février 2019

Une [table ronde d'experts](#) et un [atelier de consultation des parties prenantes](#) ont été organisés sous l'égide de l'Initiative IISF à Paris : des experts en fiscalité et d'autres parties prenantes de 28 pays et sept organisations régionales et internationales ont pris part à ces rencontres qui leur ont offert la possibilité d'échanger sur les perspectives futures, les risques et les enseignements tirés de l'expérience acquise ainsi que sur les moyens de mesurer l'impact des programmes IISF.

Les participants ont exprimé leur satisfaction devant les réalisations qui peuvent d'ores et déjà être portées à l'actif de l'Initiative aussi bien en termes de transfert de compétences, d'accroissement des recettes perçues et d'évolution des comportements des multinationales à l'égard du respect de la législation fiscale que sur le plan des progrès accomplis vers la réalisation de l'objectif intermédiaire de 100 détachements d'experts au titre de l'Initiative IISF à l'horizon 2020.



Forum mondial de l'OCDE sur l'intégrité et la lutte contre la corruption, mars 2019

Pendant la session consacrée à l'impact du partage de renseignements fiscaux sur la lutte contre la corruption, intitulée *Combating Corruption: The Impact of Tax Information Sharing*, il a été question du rôle que peut jouer l'échange de renseignements, et en particulier l'échange automatique de renseignements dans la lutte contre la corruption, notamment grâce à la coopération entre organisations et aussi des perspectives qu'il peut ouvrir aux pays en développement dans leur combat contre les flux financiers illicites. Amna Khalifa, Chef de projet IISF, représentait l'Initiative IISF lors de cette session et a insisté sur la contribution que l'échange automatique de renseignements peut apporter à la détection de la fraude fiscale à l'étranger et sur la nécessité de renforcer la capacité des administrations fiscales d'exploiter effectivement ces données.



Manifestation consacrée à l'Initiative fiscale d'Addis-Abeba en marge du Forum des Nations unies sur le financement du développement, avril 2019

Cette manifestation parallèle a permis de faire le point sur la situation actuelle et les évolutions récentes de l'action engagée au niveau national et du soutien déployé à l'échelle internationale à l'appui de la mobilisation des ressources intérieures. Gail Hurley, Chef de projet IISF, a, au nom de l'Initiative IISF, attiré l'attention sur l'importance de la mobilisation des recettes intérieures à l'appui du financement du développement durable. La rencontre a aussi porté sur la recherche de synergies entre les différentes initiatives concernant le financement du développement.



5^e édition de l'Istanbul Development Dialogues (IDD) - Finance in the 21st Century - Putting Money to work for Sustainable Development, mai 2019

Des responsables de l'action gouvernementale, des dirigeants d'entreprises et divers experts se sont réunis à l'occasion de la 5^e édition de l'IDD pour s'interroger sur les réalités financières dans lesquelles s'inscrit la réalisation des ODD. La session consacrée au rôle de la gestion des finances publiques dans la dynamique du changement, intitulée *Incentivising Change: The Role of Public Finance Management*, a offert l'occasion de faire le point sur le financement du développement.

Les participants ont insisté sur la nécessité d'améliorer la coordination (et de lui donner une orientation stratégique), tant au niveau national qu'international et d'optimiser l'utilisation des ressources affectées au financement du développement en donnant la priorité au développement durable. Ils ont souligné à quel point il importe que les pays s'approprient le processus et en assurent le pilotage.

Pour plus d'information et pour être au courant
de tous les programmes IISF:

www.tiwb.org/fr

@TIWB_News

secretariat@tiwb.org

